



Santé, prévention, qui doit payer ? L'avis des Français

Sondage Ifop pour la Fondation Pileje

Contacts Ifop :

Damien Philippot / Jean-Philippe Dubrulle
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise
01 45 84 14 44
prenom.nom@ifop.com

Septembre 2015



1 | La méthodologie

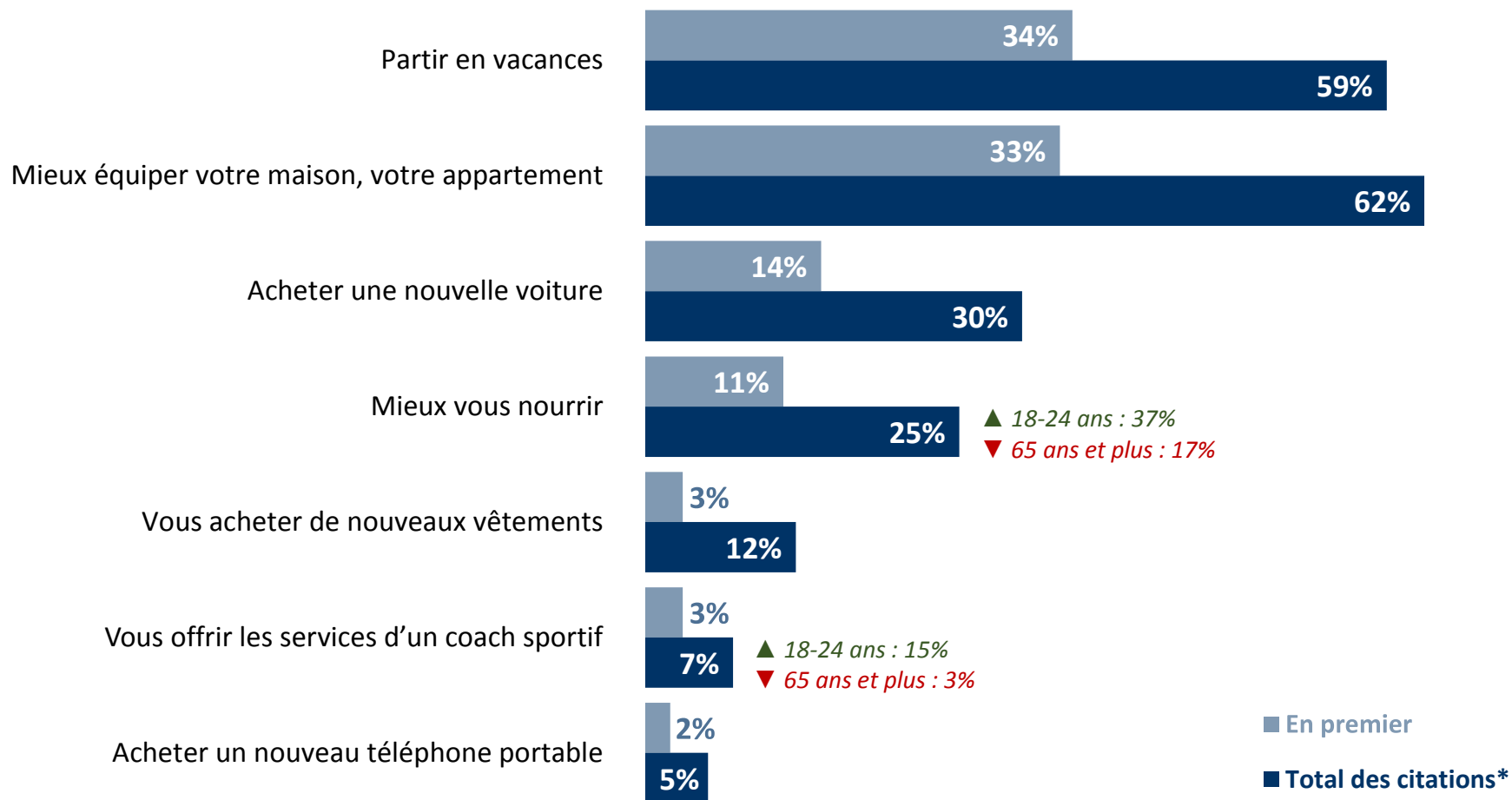
Etude réalisée par l'Ifop pour la Fondation Pileje

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	 La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	 Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 4 septembre 2015.

2 | Les résultats de l'étude

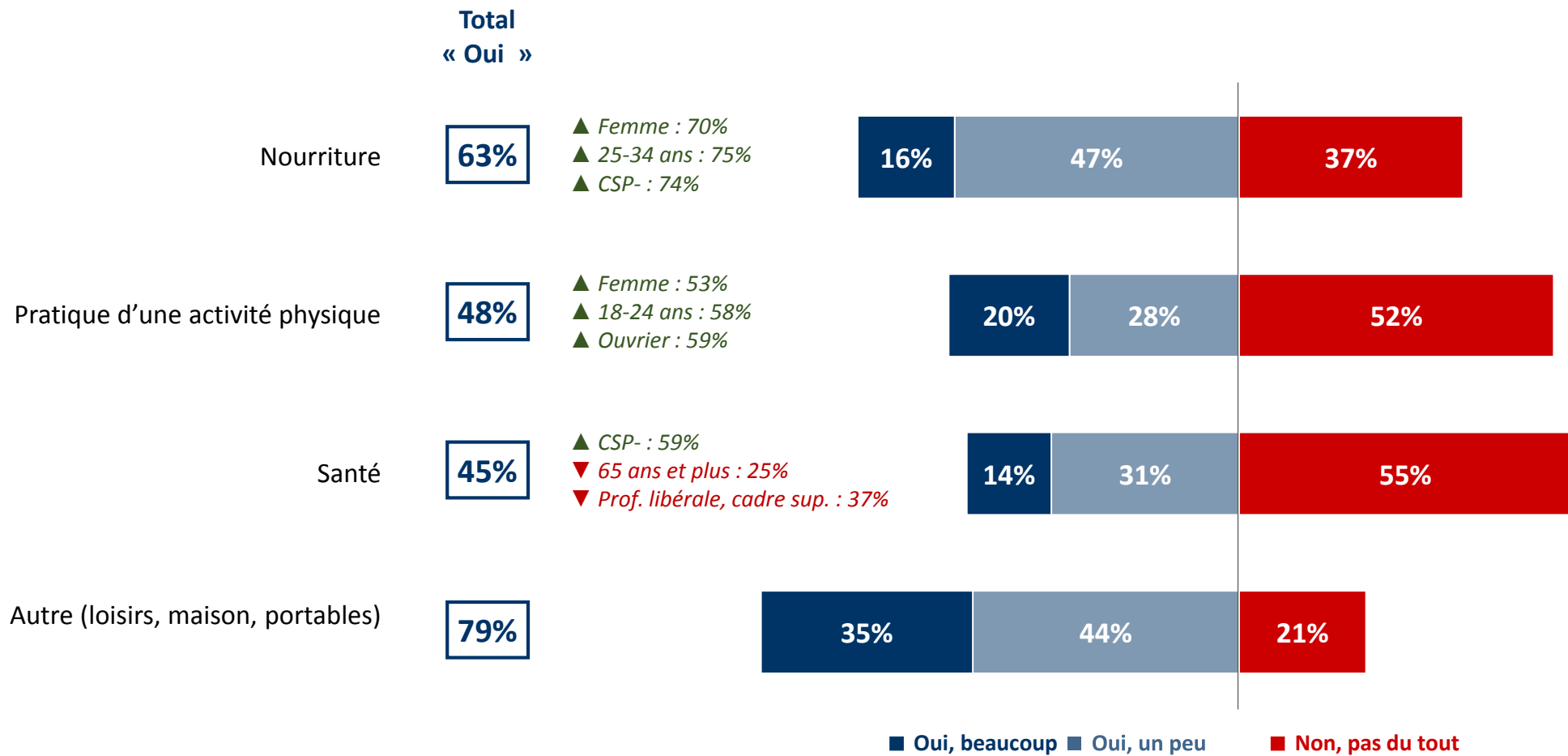
La propension personnelle à consacrer de l'argent à la prévention

QUESTION : Si vous aviez un peu plus d'argent, parmi les suivants, à quel poste de dépense aimeriez-vous consacrer cet argent ? En premier ? Et en second ?



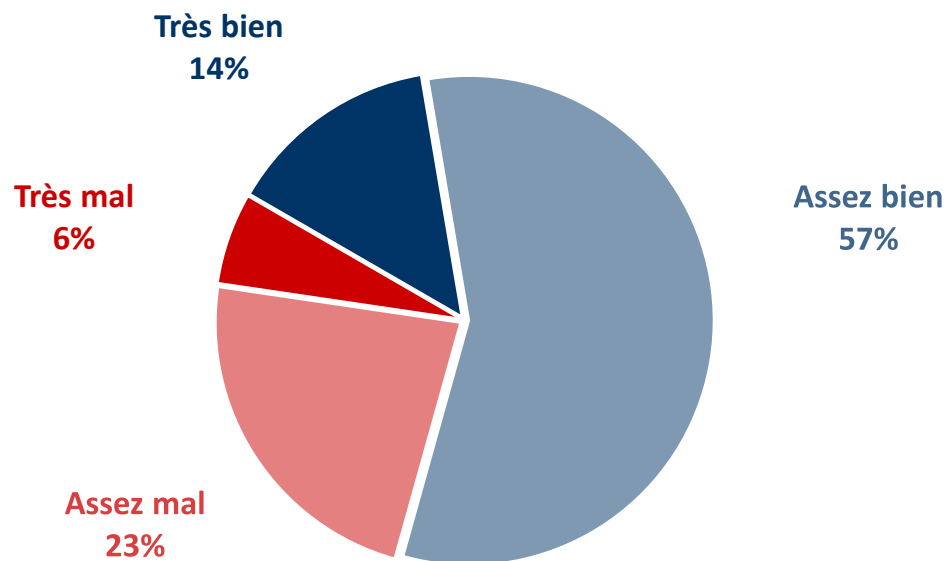
(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

QUESTION : Diriez-vous qu'avec la crise, vous avez été contraint de réduire vos dépenses en matière de... ?



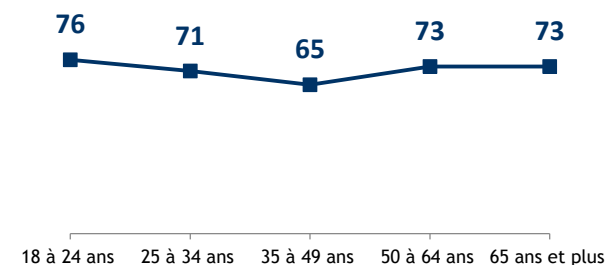
QUESTION : S'agissant de vos frais de santé, en tenant compte des remboursements de la Sécurité Sociale et de votre mutuelle, considérez-vous que vous êtes au total très bien, assez bien, assez mal ou très mal remboursé ?

TOTAL Bien
71%

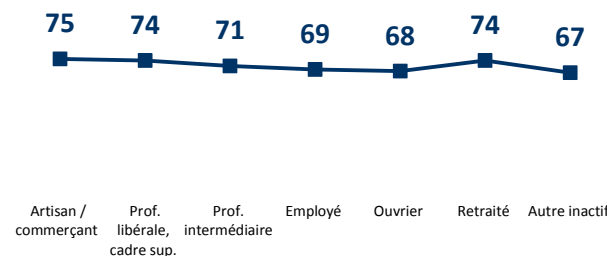


TOTAL Mal
29%

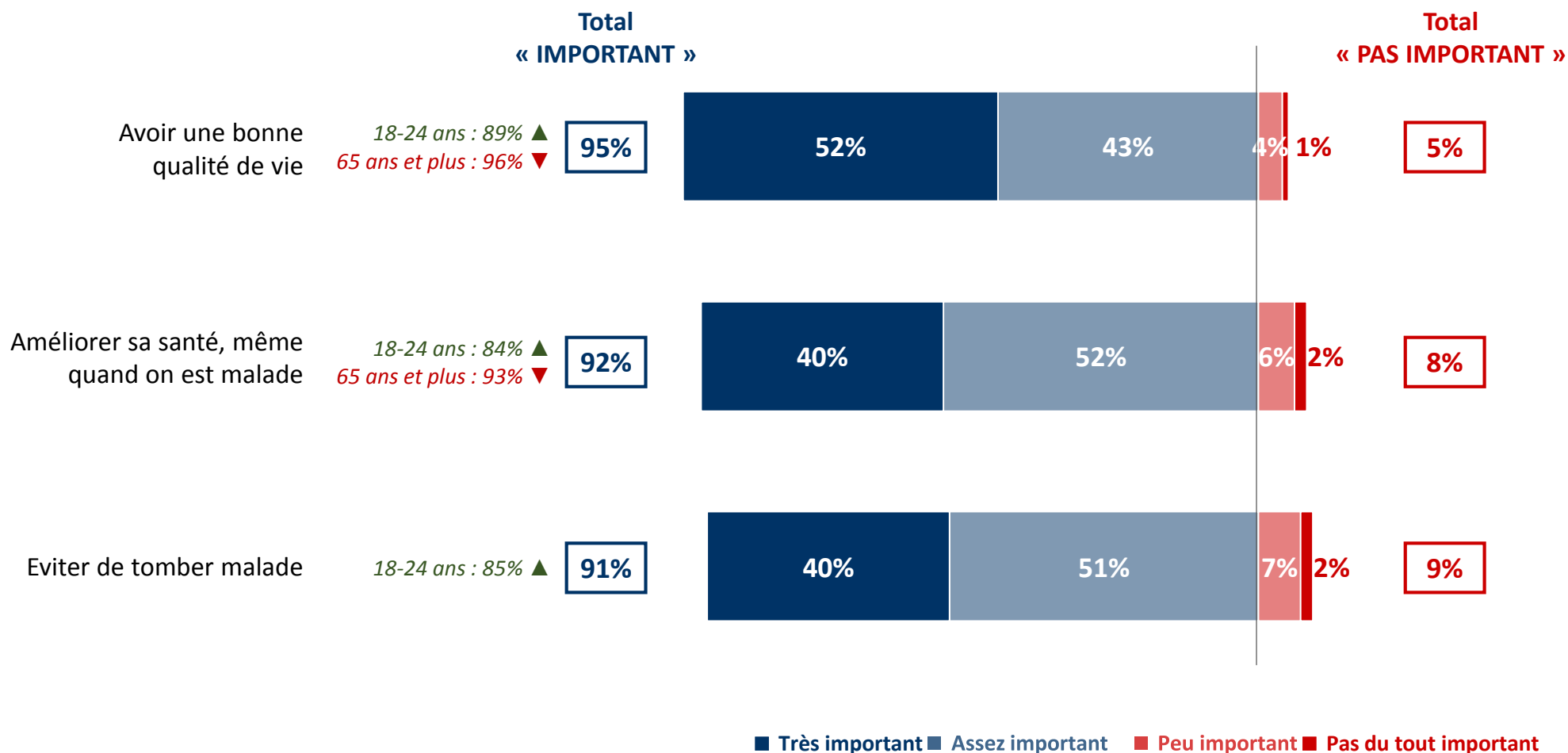
Age de la personne interrogée



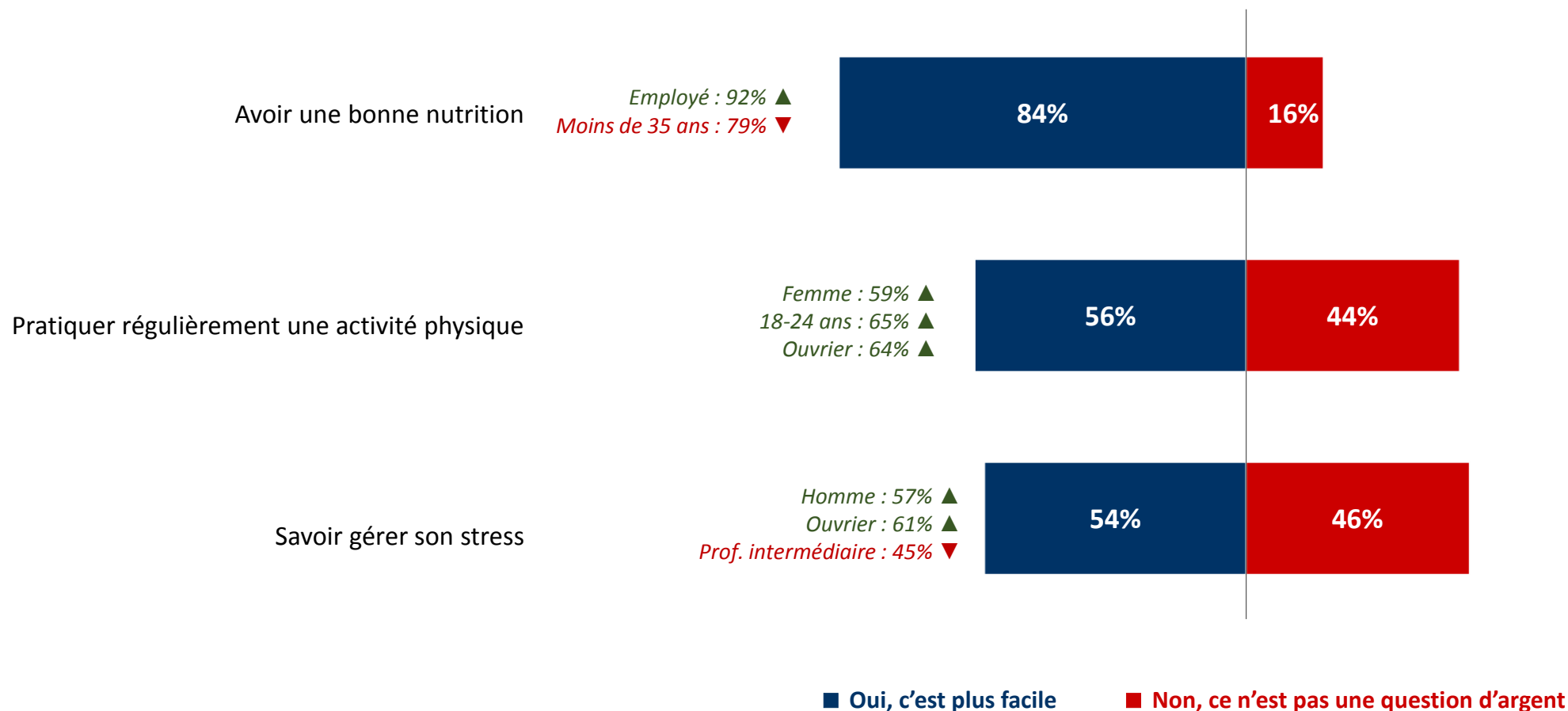
Profession de la personne interrogée



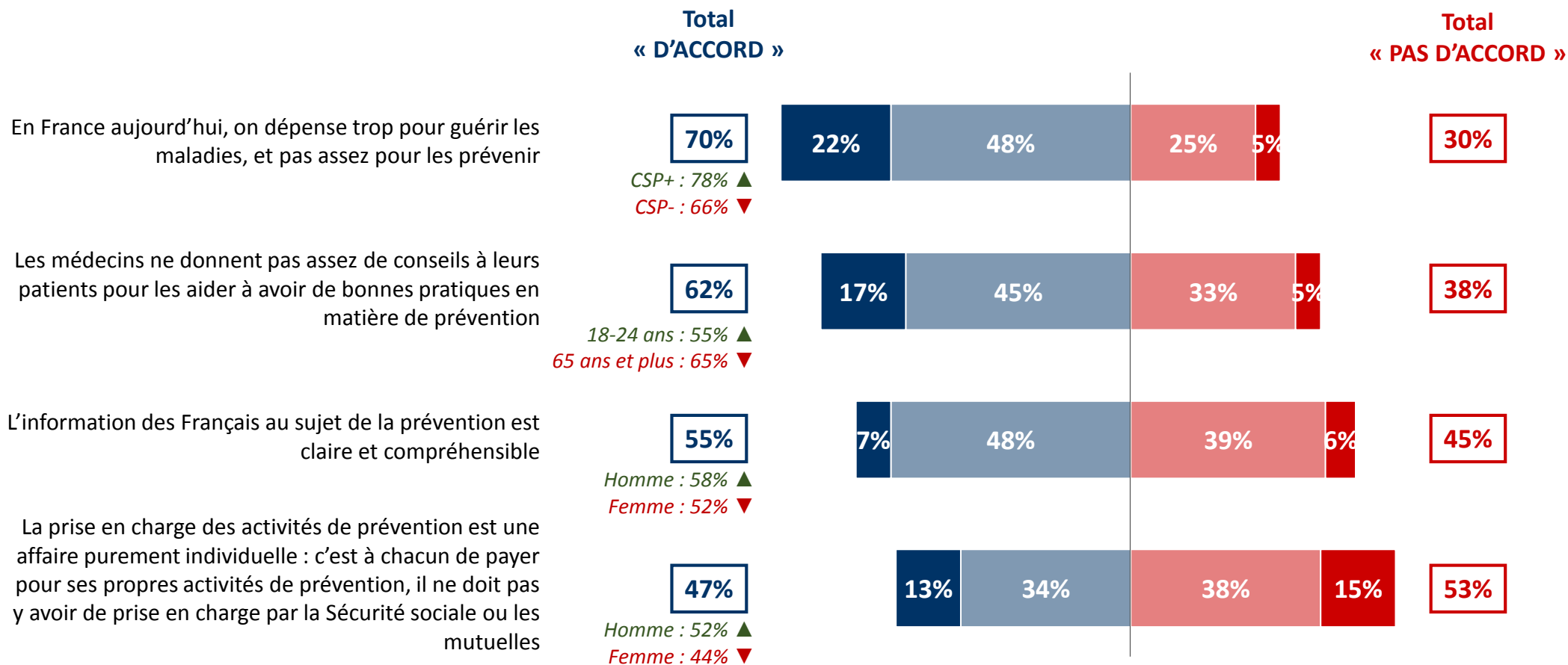
QUESTION : Quand on parle de prévention et d'éducation à la santé, on évoque souvent les « bonnes pratiques » (notamment en matière d'activité physique, de nutrition et de gestion du stress). Selon vous, ces bonnes pratiques jouent-elles un rôle très, assez, peu ou pas du tout important pour... ?



QUESTION : Pour chacune des bonnes pratiques suivantes, diriez-vous qu'il est plus facile de la respecter quand on n'a pas de problème d'argent ?



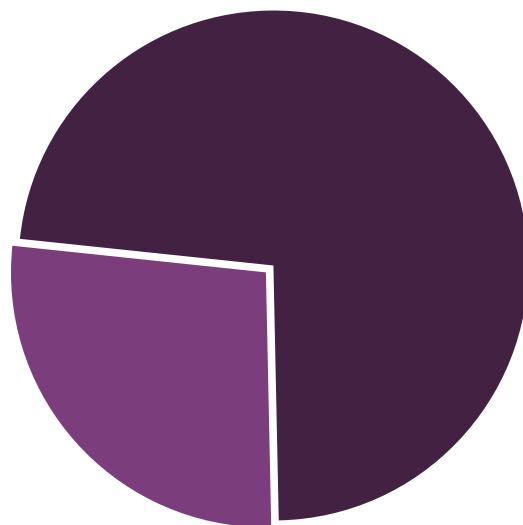
QUESTION : Pour chacune des propositions suivantes, indiquez si vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord.



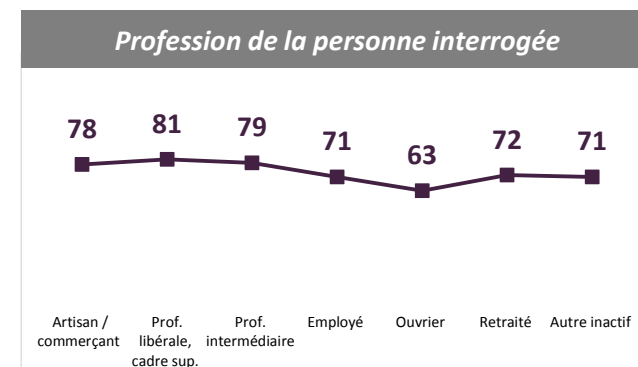
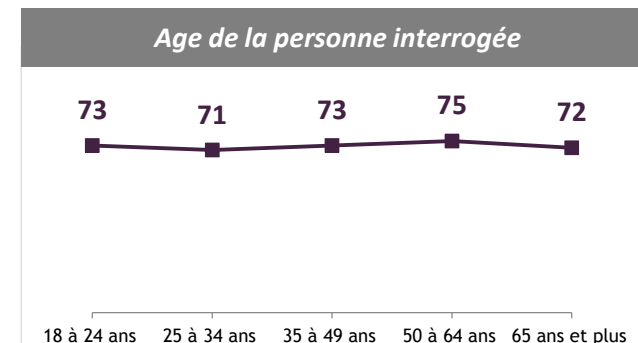
L'arbitrage entre la prise en charge du curatif et du préventif

QUESTION : Selon vous, qu'est-ce qui coûte ou coûterait le plus cher à la collectivité ?

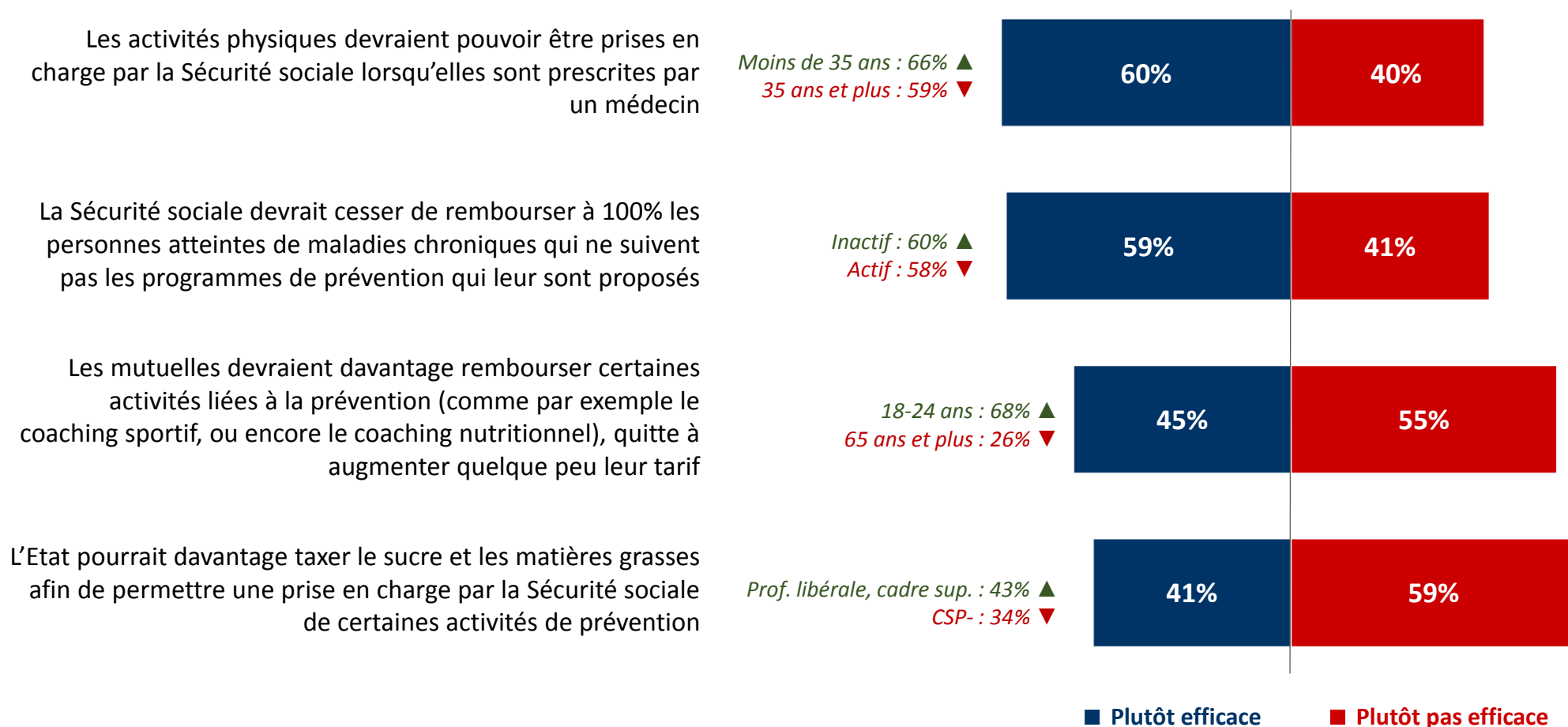
La prise en charge des frais de santé des personnes atteintes de maladies qui auraient pu être évitées par la prévention et l'éducation à la santé
73%



La prise en charge de la prévention et de l'éducation à la santé de toute la population
27%



QUESTION : Et pour chacune des solutions suivantes pouvant permettre une prise en charge financière de la prévention ou une meilleure allocation des ressources, indiquez si elle vous paraît plutôt efficace ou plutôt pas efficace.



3 | Les principaux enseignements

Invités à indiquer les deux postes de dépense auxquels ils aimeraient consacrer plus d'argent s'ils en avaient les moyens, les Français citent avant tout des budgets qui sont traditionnellement les premiers à être sacrifiés en période de crise. Ainsi, la majorité des interviewés déclare qu'elle dépenserait son bonus pour mieux équiper son logement (62%), ou encore pour partir en vacances (59%). Environ un tiers des Français opterait pour l'achat d'une nouvelle voiture (30%) et un quart choisirait d'investir cet argent pour mieux se nourrir (25%) – ce qui en **fait le premier poste de dépense relatif à la santé** cité par les Français. Dans une moindre mesure, viennent ensuite l'achat de nouveaux vêtements (12%), le recours aux services d'un coach sportif (7%) et l'achat d'un nouveau téléphone portable (5%).

Dans le détail des résultats, on observe que si l'équipement du foyer, les vacances et l'achat d'une voiture sont tous trois davantage cités parmi les 35 ans et plus et font l'objet de légers clivages homme-femme, « **mieux se nourrir** » se révèle **particulièrement cité chez les moins de 35 ans** (31%, et jusqu'à 37% chez les moins de 25 ans), **de même que les catégories socioprofessionnelles modestes** (32%). Les plus jeunes mettent aussi l'accent sur les services de coaches sportifs (15% des moins de 25 ans), cette fois rejoints par les CSP+ (12%).

Preuve du poids de la crise sur les dépenses, quatre Français sur cinq (79%) disent avoir été contraints de réduire leurs dépenses dans divers domaines, tels que les loisirs et l'équipement. Plus alarmant encore : **63% des Français avouent qu'ils ont dû resserrer leur budget nourriture**. La restriction concernant un besoin aussi fondamental est loin d'être anecdotique, d'autant que **près de la moitié des Français a aussi dû réduire ses dépenses en matière d'activité physique** (48%) et de santé (45%). Comme ceux qui aimeraient consacrer plus d'argent à leur santé, ce sont **surtout les catégories les plus fragiles** qui ont dû restreindre leurs dépenses élémentaires à cause de la crise : les moins de 35 ans ainsi que les catégories modestes se trouvent ainsi systématiquement surreprésentées, que ce soit concernant la nourriture, la santé ou l'activité physique.

Les Français se révèlent unanimement convaincus de l'importance des « bonnes pratiques » de prévention et d'éducation à la santé, qui concernent notamment l'activité physique, et la nutrition et la gestion du stress. En effet, plus de neuf personnes sur dix estiment qu'elles jouent un rôle important pour avoir une bonne qualité de vie (95%), pour améliorer sa santé même quand on est malade (92%), ou encore pour éviter de tomber malade (91%). Dans le détail, le regard des Français sur les bonnes pratiques revêt trois particularités significatives : chacun des items est non seulement perçu comme important par la quasi-totalité des interviewés, mais **cette importance est à la fois particulièrement ferme** (40 à 52% des interviewés les déclarent « très importants ») **et homogène** au sein de toutes les strates de la population.

Néanmoins, **la réalisation de ces bonnes pratiques s'avère, aux yeux des Français, conditionnée par l'argent**. En effet, **84% des personnes interrogées considèrent qu'il est plus facile d'avoir une bonne nutrition quand on n'a pas de problème d'argent** – on observe donc ici, de nouveau, la corrélation étroite opérée par les Français entre le « bien manger » et les moyens financiers. La majorité considère également que **pratiquer régulièrement une activité physique (56%) et savoir gérer son stress (54%) sont des objectifs plus faciles à respecter sans souci pécuniaire**. Sans surprise, cette perception est encore plus forte chez les catégories socioprofessionnelles modestes.

Dans le même temps, **71% des Français estiment être bien remboursés de leurs frais de santé** (14% disant même « très bien » l'être), en tenant compte aussi bien des remboursements de la Sécurité sociale que de ceux de leur mutuelle. Ce score, bien que majoritaire, montre qu'une **part importante de la population (29%) a le sentiment de pâtir d'un mauvais remboursement de frais de santé aujourd'hui en France**, notamment chez les catégories modestes (32% des employés et ouvriers, 33% chez les inactifs hors retraités). Ce score élevé montre qu'une part non négligeable de la société française s'inscrit en rupture avec le mythe d'un système social français très protecteur. **Ainsi, pour de nombreux Français, se pose aujourd'hui le défi de suivre les bonnes pratiques en matière de santé, alors que celles-ci requièrent des moyens économiques auxquels la protection sociale semble faire défaut.**

Face à la question de la prise en charge de la prévention, les Français adoptent une position militante. Ils estiment qu'**aujourd'hui en France, on ne met pas assez l'accent sur la prévention** : on dépense trop pour guérir les maladies mais pas assez pour les prévenir (70%), les médecins ne donnent pas assez de conseils à leurs patients pour les aider à avoir de bonnes pratiques (62%) et le niveau d'information en la matière est loin d'être satisfaisant (pour 45%, elle n'est ni claire ni compréhensible).

Cette carence du système de santé français en matière de prévention s'exprime très nettement dans l'arbitrage entre la prise en charge du curatif et du préventif : **pour trois quarts des Français (73%), la prise en charge des frais de santé des seules personnes atteintes de maladies qui auraient pu être évitées** par la prévention et l'éducation à la santé **coûterait plus cher à la collectivité que la prise en charge de ces domaines pour la population tout entière.**

Pour améliorer la prise en charge financière de la prévention et l'allocation des ressources, 60% des Français jugent plutôt efficace le remboursement des activités physiques lorsqu'elles sont prescrites par un médecin (jusqu'à 65% chez les femmes et 75% parmi les moins de 25 ans) – alors que 47% considèrent que la prise en charge des activités de prévention est une affaire purement individuelle si elles ne sont pas spécifiquement l'objet d'une ordonnance. Dans la continuité des « bonnes pratiques », la majorité des interviewés (59%) voit également un levier dans **la diminution des remboursements pour les personnes atteintes de maladies chroniques qui ne suivent pas les programmes de prévention qui leur sont proposés** : un résultat étonnant au regard de la tradition universaliste de la Sécurité sociale, mais qui prend tout son sens dans un contexte de contrainte budgétaire et de responsabilisation des individus.

Dans une moindre mesure, minoritaire mais toujours importante, 45% des interviewés (et jusqu'à 68% chez les moins de 25 ans) estiment que les mutuelles devraient rembourser davantage certaines activités liées à la prévention (comme le coaching sportif ou nutritionnel), quitte à augmenter un peu leurs tarifs. Enfin, 41% des Français (jusqu'à 54% chez les moins de 25 ans, contre seulement 29% chez les ouvriers) envisagent que l'Etat **taxe davantage le sucre et les matières grasses** afin de débloquer un budget en vue de la prise en charge par la Sécurité sociale de certaines activités de prévention, soit **un score élevé dans un contexte de « ras-le-bol fiscal », mais qui témoigne du coup de l'importance accordée par les Français à leur santé et aux bonnes pratiques de prévention.**